

Indice des prix, coût de la vie, euro, inflation ? Des chiffres à déchiffrer...

Aujourd'hui, où en sommes-nous ? Quelle fiabilité accorder à l'indice des prix à la consommation, calculé par l'INSEE (IPC), harmonisé (IPCH) pour faciliter les comparaisons dans l'UE ? Déjà contesté en France par des organismes indépendants, il est utilisé pour calculer l'inflation et estimer le coût de la vie ? Quelle est et quelle a été l'influence réelle de Bruxelles et de l'euro sur les prix à la consommation et sur les marchés fran sais tant à l'import qu'à l'export ? Comment apprécier le coût de la vie pour les différentes catégories de la population ? Le taux de chômage, élevé en France, a un lourd impact sur le coût de la vie. Il reste le grand absent du   combat à, faute de solution sur le fond.

L'influence des marchés sur l'évolution des prix

Les crises périodiques d'importances relatives se succèdent. Les décisions économiques sont sujettes à des réactions monétaires liées aux marchés boursiers au détriment du coût de la vie et du pouvoir d'achat. Cette attitude est générale. L'ensemble des pays est concerné par cette absence de politique tournée vers le réel.

La hausse des prix devient de plus en plus sensible depuis 2002. D'après les données économiques, elle est générale d'une part à cause de l'augmentation du cours des matières premières, et d'autre part liée au passage à l'euro (par ajustement des prix à la monnaie unique). Une inflation réelle est associée à cette progression continue.

L'Union européenne et une zone euro contraignante vont contenir l'inflation en moyenne autour de 2% par an (16,7% cumulé entre 2001 et 2008). Le krach de 2008 correspond à un pic d'inflation quasi-identique aux  tats-Unis (3,8%) et dans l'UE (3,7%). Les  tats interviennent pour sauver les banques 

Les échanges commerciaux internationaux vont aussi influencer sur les prix. Avant le passage à l'euro, ils contribuent, par effet de la mondialisation, à une baisse des prix sur certains produits. L'euro, qui s'est affirmé par rapport au dollar jusqu'à en 2008, permet d'abord de protéger l'Union européenne de cette poussée. C'est ce qui va masquer une partie de cette hausse. Dès 2009, l'austérité est de rigueur. L'inflation recule pour rester autour de 0,3% dans la zone euro ! Un  ger sursaut en 2011-12 pour dépasser les 2,5% avant une période atone de 2014 à 2016 où l'inflation voisine le 0%. Depuis 2017, l'inflation refait parler d'elle (1,7%). En 2018, l'indice croît à nouveau (1,8%), contre 2,2% aux  tats-Unis et 2,3% dans l'OCDE.

Les partenaires européens ont très vite oublié les bases fondamentales de construction de l'euro. Pour l'ensemble des pays membres de l'Union, les frontières commerciales sont ouvertes aux marchés extérieurs, principalement en provenance d'Asie du Sud-Est, de Chine, de Corée du Sud, d'Inde, du Moyen-Orient, etc. Pour la consommation courante de biens matériels et manufacturés, les produits répondent aux besoins et satisfont à la fois les particuliers et un bon nombre d'entreprises intermédiaires et de grands groupes. Cet afflux permanent contribue indirectement au maintien apparent des prix.

A l'inverse, le prix des matières premières ne cesse de croître, face aux difficultés d'extraction, à la rareté, voire à la disparition de certains matériaux. La raison essentielle tient à une demande mondiale qui s'accroît. L'exploitation à bas coût de la main d'œuvre dans le monde entier, en particulier en Chine et dans les pays émergents, contribue encore à cacher en Europe l'augmentation à terme des prix de production de biens de consommation et de haute technologie. Pourtant l'année 2019 est moins optimiste. La croissance mondiale se limiterait à 3,7%, tandis que la Chine se tiendrait autour de 6%. Quant à l'UE, l'Allemagne baisse la tête avec des prévisions à 1,5%. La France à un niveau voisin de 1,4%.

L'augmentation du coût de la vie en France

Donner un indice moyen des prix à la consommation est ininterprétable. La notion de moyenne n'a aucun sens pour qualifier le coût de la vie de l'ensemble d'une population. L'INSEE a d'ailleurs pris la précaution de mettre à la disposition de chacun un simulateur d'indice individualisé. A partir du coût de la vie, on calcule le taux d'inflation. Officiellement contenu, il serait de 1,8% en 2018.

Sans entrer dans le détail, les différences de mesure et de quotas entre les personnes seules et les ménages, avec ou sans enfant, sont non mesurables et non quantifiables. Les comparaisons à « grand public » ont d'effet que sur quelques produits, prestations ou services partagés.

Pendant ce temps, la hausse de l'immobilier, du patrimoine et des revenus, profite aux plus aisés. Les taux bancaires favorisent l'enrichissement d'un petit nombre. Les plus modestes sont conduits à faire des sacrifices avec l'augmentation du coût de la vie et ont des difficultés croissantes pour accéder au logement, location ou acquisition.

Le besoin de convaincre que l'indice des prix est stabilisé cache la réalité. Les données de l'INSEE sont souvent contestées en matière d'inflation sur les produits de première consommation. Petit à petit l'écart grandit. C'est l'UFC qui conteste et dénonce régulièrement les chiffres. Tout indice pondéré ne peut pas donner une idée précise de l'augmentation du coût de la vie.

Les réactions et la mobilisation des « gilets jaunes » ont permis de mettre en exergue un certain nombre d'anomalies et de dysfonctionnements en matière de coût de la vie. Sont mises au jour de nombreuses dépenses inutiles, des prélèvements excessifs, des charges non justifiées, des excès de taxes et d'impôts inégalement répartis. L'horizon est terne avec l'accumulation de refus comme le gel progressif des salaires et la non indexation des retraites sur l'inflation.

Sous les contraintes de l'Union européenne et de la zone euro...

En France, comme chez certains de nos partenaires, l'augmentation des déficits publics et sociaux n'est pas faite pour encourager les politiques à réagir autant plus que Bruxelles garde l'œil sur les compteurs (austérité, rigueur, dette, balance commerciale, etc.) Cette mainmise de l'UE sur les économies nationales caractérise les derniers effets de la mondialisation dans la plupart des secteurs économiques sensibles.

Cette relative stabilité contrainte de l'inflation a fait bonne figure pour les milieux financiers, autorisant le maintien des taux d'intérêt bas, voire très bas. La BCE, avec le soutien de l'Allemagne, s'en est portée garante. L'Allemagne grâce à la monnaie unique a eu

un accès sans aucune restriction aux différents marchés de l'Union et principalement dans la zone euro. La quasi-totalité de son commerce bilatéral se fait avec les pays de l'Union européenne, principalement de la zone euro.

En apparence salvatrice en termes d'inflation, la politique européenne est difficile à interpréter. Qu'en est-il de la face cachée de la monnaie unique ? Les plus hardis, insatiables convaincus des bienfaits de l'euro, n'hésiteront pas à dire que ce choix n'a eu aucune influence en France sur le coût de la vie et sur le pouvoir d'achat des classes moyennes ! Au contraire, d'autres verront dans l'euro, l'origine d'une augmentation permanente et masquée des prix.

Dans tous les cas de figure, il y a une certitude pour chacun d'entre nous : le coût de la vie ne cessera pas d'augmenter et les artifices pour contenir le taux d'inflation ne suffiront plus, monnaie unique et ses conséquences en tête. On a trop tendance à oublier que les États performants, souvent montrés comme exemple, sont tous des pays nordiques, hors zone euro !